



JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,
E-mail : justicia.asbl@gmail.com, Site web : www.justicia-asbl.com

COMMUNIQUE DE PRESSE N°001/JUST/2026

JUSTICIA Asbl INVITE LES PARTENAIRES DE LA RDC A MENER UN PLAIDOYER POUR LA SUPPRESSION DU CONSEIL NATIONAL DE LA CYBERDEFENSE

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, du droit humanitaire et de développement saisit les partenaires en développement de la République démocratique du Congo au sujet des dérives et plusieurs violations des droits humains imputables au Conseil National de la Cyberdéfense, CNC en sigle depuis sa création qui remonte à 2023.

En effet, initialement créée pour coordonner les services de cyberdéfense et de renseignement pour contrer les cyberattaques, le CNC passe aujourd'hui pour le bras séculier de la répression des opposants politiques, des journalistes, des défenseurs des droits humains et tous citoyens.

Cette structure stratégique relevant de la présidence de la République aurait procédé à l'enlèvement de plus de 10000 personnes, détenue dans des conditions inhumaines et privées de toute assistance de leurs avocats et de la visite de leurs familles ainsi que de leurs juges naturels. Certaines personnes seraient détenues dans des maisons résidentielles d'autres dans les chambres d'hôtel.

Le dernier cas en date est celui d'un journaliste et cameraman de Lubumbashi répondant au nom de Stéphane SHISSO, détenu au camp militaire Kimbeimbe de la Garde républicaine, puis transféré à Kinshasa où il serait victime des tortures dans l'un des cachots clandestins du CNC. Il serait reproché d'avoir réalisé un documentaire sur les infrastructures de la Province du Lualaba.

Stéphane SHISSO, civil de son état, n'est pas le seul à être enlevé puis déporté vers Kinshasa et détenu par des militaires relevant de la Garde républicaine. JUSTICIA Asbl documente des nombreux cas d'arrestations des citoyens dans plusieurs provinces de la République par ledit service.

Compte tenu de la mission ambivalente de ce service et surtout de son soutien au sommet du pays, JUSTICIA Asbl saisit les partenaires de la RDC dont l'Union africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies et le gouvernement des États-Unis à mener un plaidoyer auprès des autorités congolaises pour la suppression de ce service oppresseur des droits des citoyens et d'exiger que toutes les personnes enlevées injustement et détenues au secret soient libérées et que justice leur soit rendue.



Fait à Kinshasa, le 06 janvier 2026

Pour JUSTICIA Asbl
Maitre Timothée MBUYA
Président